

Questions orales

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, c'est une question surprenante, pour en dire le moins, du député de Montréal de Montréal-Sainte-Marie. Si vous me le permettez, dans une autre circonstance . . . je vais vous rappeler que le 30 mars, le secrétaire général de la Fédération des travailleurs du Québec, en ce qui concerne la fermeture de trois industries de suite dans l'est de Montréal, disait ceci: La FTQ a aussi fait pression sur toute la députation libérale de la région de Montréal à Ottawa.

Une voix: En quelle année était-ce? En quelle année?

M. Mulroney: Monsieur le secrétaire général disait ceci: Nous ne comprenons pas le silence et la passivité de nos représentants libéraux à Ottawa alors qu'encore une fois c'est l'Ontario qui va sortir grand gagnant de la situation pétrolière. Il parlait de vous alors que l'est de Montréal était massacré! Pendant trois ans vous êtes restés silencieux, et aujourd'hui, vous avez le culot d'essayer de parler. Cessez de parler de choses semblables et blâmez le député de Saint-Maurice, alors ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, qui est responsable de cette situation.

[Traduction]

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre des deux côtés de la Chambre, s'il vous plaît. Le député a une question supplémentaire.

[Français]

L'INTÉRÊT DES CONSOMMATEURS

M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie): Monsieur le Président, ma question supplémentaire au premier ministre est celle-ci: S'il ne veut pas que les responsables du syndicat de la raffinerie . . .

Des voix: Posez votre question!

M. Malépart: S'il ne veut pas que les responsables du syndicat . . .

M. le Président: A l'ordre!

Une voix: Question! Question!

M. le Président: A l'ordre! La question supplémentaire, s'il vous plaît!

M. Malépart: Monsieur le Président, si le premier ministre ne veut pas que les responsables du syndicat de la raffinerie Gulf continuent à le traiter de serpent, est-ce qu'il serait prêt à appuyer la déclaration faite par le ministre de la Consommation et des Corporations qui disait qu'il est dans l'intérêt des consommateurs d'empêcher que la raffinerie Gulf soit fermée? Est-ce que le premier ministre est prêt au moins à admettre cela?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Il s'agit de crédibilité, monsieur le Président, vis-à-vis des employés. Le député de Montréal-Sainte-Marie, qui semble s'y intéresser énormément, pourrait peut-être dire à la Chambre et à la province et à la grande région montréalaise pourquoi s'il est vrai—il me corrigera si je fais erreur—pourquoi, quand Texaco, BP, Esso ont fermé et que 1,100 «jobs» ont été perdus dans l'est de Montréal, il est resté silencieux, il n'a pas dit un mot.

M. Malépart: Pourquoi as-tu peur de rencontrer les travailleurs.

M. Mulroney: Expliquez cela maintenant. Expliquez cela. Pourquoi êtes-vous resté silencieux pendant quatre ans. C'est tout ce que nous voulons savoir parce que si vous croyiez sincèrement dans l'intérêt des travailleurs, vous auriez eu le courage de vous lever pendant quatre ans et de ne pas rester silencieux. Expliquez aux Montréalais votre silence pendant quatre ans!

LE RAFFINAGE DU PÉTROLE AU QUÉBEC—LES STATISTIQUES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur le Président, j'ai aussi une question qui s'adresse au premier ministre.

Ce matin, monsieur le premier ministre, le ministère de l'Énergie du Québec a dit qu'il y avait une sous-capacité de raffinage de 27,000 barils par jour au Québec.

Une voix: Ce n'est pas vrai!

M. Nystrom: Ma question est la suivante, monsieur le Président: Est-ce que le premier ministre est d'accord sur les chiffres du gouvernement du Québec?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, il y a des opinions qui divergent là-dessus, et je le reconnais. C'est pour cela que le ministre de la Consommation et des Corporations, en temps opportun, ayant passé par la commission fédérale appropriée, va publier la documentation qui s'impose.

Le fait est que—vu qu'on se préoccupe, avec raison, de la situation au Québec, je sais que le député néo-démocrate va vouloir féliciter le gouvernement parce que ce sont des faits vitaux—grâce à la création de 137,000 nouveaux emplois, comparativement à 37,000 dans 55 mois, le gouvernement actuel est en train de créer des emplois au Québec à un rythme 13 fois supérieur à celui du gouvernement sortant et antérieur. C'est là une décision et une bonne nouvelle pour les Québécois et les Québécoises.